

L'urbaphobie en France depuis 200 ans : très bref résumé

Bernard Marchand
Professeur émérite des Universités

Publié le 5 février 2007

On entend ici par "*urbaphobie*" la critique et, d'ordinaire, la condamnation de la grande ville en tant que telle : c'est la concentration de la population, sa taille, sa forme dense, ses fonctions, naguère industrielles, aujourd'hui tertiaires et surtout quaternaires (ou tertiaires supérieures), son bâti, ses richesses, son rôle politique, son type de vie et ses relations sociales particulières qui provoquent l'hostilité. Le sujet est immense. Ce bref exposé tente seulement de présenter un cadre succinct et commode en introduction au Colloque de Cerisy des 5/12 juin 2007.

On sait que l'urbaphobie remonte très loin : le mythe de Babel dans la Bible en est l'une des premières manifestations. Le temple de Mardouk (le *zigourat* de près de 90 m de haut) représentait pour les Juifs à la fois la puissance du paganisme et l'orgueil de l'homme, une concurrence que le Dieu unique, encore plus orgueilleux, ne pouvait tolérer. En outre, le temple d'Ishtar, la belle déesse de l'amour et de la guerre et sa prostitution sacrée leur répugnaient profondément. Dieu punit les hommes en leur faisant parler des langues différentes. Ainsi, il y a trois mille ans, la ville était déjà condamnée pour ses défauts (ou ses qualités) : l'orgueil, l'artifice, le talent de l'homme constructeur, le péché, la débauche et le cosmopolitisme. Les critiques, depuis, n'ont pas beaucoup inventé.

La première grande période urbaine fut celle de l'Empire Romain qui était principalement un réseau de villes sous la domination de l'Urbs. Les grandes métropoles, Rome, Alexandrie, plus tard Constantinople, eurent plus d'un million d'habitants et jouissaient d'équipements (eau, égouts, transports, latrines, ...) plus modernes que ceux du Paris de la Restauration. La chute de l'Empire, au V^e siècle, marqua la fin des villes. Le mythe de la chute de cette civilisation grandiose et de la ruine des grandes villes a obsédé l'Europe pendant 2 000 ans. Elles n'avaient plus de place dans le système médiéval de fermes, de châteaux et de monastères. Elles réapparurent, bien sur, mais comme des corps étrangers, bénéficiant de statuts particuliers (les *franchises*), rassemblant des populations qui travaillaient hors d'un système féodal qui ne comprenait que des paysans, des guerriers et des clercs. Elles subsistaient en payant de lourdes taxes pour être protégées. Les Capétiens s'appuyèrent sur elles pour affaiblir et finalement détruire la noblesse. Pendant le Moyen-Age, les villes furent critiquées pour leurs moeurs supposées débauchées et les hérésies qui y fleurissaient souvent, effets de la liberté et du cosmopolitisme.

C'est à partir de la fin du XVII^e et surtout après 1760 qu'apparût véritablement l'urbaphobie moderne, provoquée par deux grands phénomènes liés : les Révolutions et la naissance de l'Individualisme. Révolution politique, bien sur, mais aussi révolutions industrielle, scientifique, morale et philosophique, démographique. Les premiers économistes, les Physiocrates¹ considéraient la population urbaine comme "stérile" : seule, la terre produisait de vraies richesses, croyance étonnement archaïque au moment où naissaient le

¹ Quesnay (décembre 1758) *Tableau économique*, imprimé au château de Versailles.

capitalisme, le machinisme et la grande ville, mais qui, plus étonnant encore, allait durer jusqu'à nos jours. Cette croyance que la terre seule produit des richesses valables, qui condamne la ville au parasitisme, est l'un des premiers thèmes qu'il nous faudra considérer.

Plus profondément et plus obscurément apparut l'individualisme. Les personnes éclairées se persuadèrent que la recherche du bonheur sur terre était le vrai but de la vie et non plus la recherche du salut éternel. Saint-Just clamait à la tribune de la Convention : "La croyance au bonheur est une idée neuve en Europe." Cette recherche impliqua une dégradation des anciennes coutumes, un relâchement des anciens liens qui bridait l'individu, la liberté, l'ouverture à l'autre. C'était la première fois, depuis l'Antiquité, que le rôle des communautés qui façonnaient les hommes et déterminaient leurs vies était combattu : le holisme commençait à reculer devant l'individualisme².

Le cadre le plus favorable en était la grande ville, la doctrine, celle des Lumières. Mais les Lumières et la concentration urbaine suscitèrent immédiatement des réactions : Rousseau lança contre les grandes villes des anathèmes d'une violence inouïe qui ont été répétés à peu près sans changement jusqu'à nos jours comme si, en deux siècles, la France et l'Europe n'avaient pas changé très profondément. Cette constance des critiques contre des cibles aussi mobiles constitue une énigme, sans doute le second thème qu'il nous faudra éclairer.

La Révolution Française fut principalement urbaine. Les campagnes ne jouèrent en général qu'un rôle d'opposants attachés à l'Eglise et au roi. Les bouleversements révolutionnaires et les campagnes napoléoniennes changèrent radicalement le régime démographique : alors que Paris n'avait grandi que de 100 000 habitants pendant tout le XVIII^e par simple accroissement naturel, de très fortes migrations firent bondir la population urbaine. Paris gagna 500 000 habitants en trente ans : en 1830, la capitale comptait un million d'âmes. Londres avait cru encore plus vite. La très grande ville, oubliée depuis la chute de l'Empire Romain, réapparaissait en Europe. En même temps, les idées révolutionnaires répandues dans l'Europe par les armées républicaines puis napoléoniennes suscitaient une réaction puissante d'origine religieuse : Herder, ancien pasteur, puis Novalis et Hölderlin en Allemagne lançaient le grand mouvement romantique de retour à la Nature. Ce furent ces révolutions, ces changements moraux et la résurrection de la grande métropole qui changèrent peu à peu, pour l'aggraver, l'urbaphobie traditionnelle.

La grande ville, pendant tout le XIX^e siècle, fut le champ de manoeuvre du développement économique et de la question sociale: d'une part, sa richesse et sa puissance engendraient bien des aigreurs et bien des convoitises ; d'autre part, ses prolétaires misérables, victimes de la Révolution industrielle, provoquèrent une série de révolutions à Paris, à Lyon comme à Marseille ou à Lille. La grande ville fit peur. Une première cassure se produisit en 1848 quand la Seconde République décréta le suffrage universel : les activités modernes et les richesses étaient dans les villes, le pouvoir passa dans les mains des paysans. Les journées de Juin 1848, puis l'élection de Louis-Napoléon manifestèrent le désir des campagnes d'écraser les rébellions urbaines. Ce mouvement culmina avec les Communes urbaines de 1871 (à Paris, mais aussi à Lyon, à Marseille, à Clermont-Ferrand) et leur écrasement dans le sang. Jamais l'opposition à la grande ville n'avait été aussi brutale. La Commune de Paris envisagea de déclarer son indépendance et de faire sécession de la France, cependant que l'Assemblée de Bordeaux, au même moment, votait la "décapitalisation" de Paris. On reprochait

² Dumont L (1977-85) *Homo Aequalis, I, Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, NRF, Gallimard, ré-édition 1985, 271 p ; (1991) *Homo Aequalis, II, L'idéologie allemande*, NRF, Gallimard, 314 p.

principalement aux grandes villes d'une part leur immoralité, d'autre part, leur propension à la révolution. Les deux critiques se renforçaient mutuellement : les tribunaux qui jugèrent et condamnèrent tant de Communards traitaient systématiquement les hommes d'"alcooliques dégénérés" et les femmes de "prostituées". Le mouvement social urbain fut caché derrière une répression religieuse et provinciale.

Après l'Année terrible" (1871), les arguments de l'urbaphobie changèrent. La Droite rêvait de la "Revanche" et voulait, avec Charles Maurras, revenir à un Ancien Régime présenté comme un Age d'Or d'équilibre et de paix, avant que la Révolution n'eût jeté la France dans une succession affreuse de révolutions et de tyrannies bonapartistes. De ce point de vue, la grande ville était doublement coupable : sa faible natalité et sa forte mortalité l'empêchait de faire assez de futurs soldats ; ses convulsions perpétuelles devaient être matées.

Curieusement, ce qui constituait alors les forces de gauche, à vrai dire les Républicains, se hâtèrent d'oublier le conflit Commune-Assemblée de Bordeaux, tout sanglant qu'il avait été, pour attirer à eux les paysans. Gambetta, dans un discours fameux tenu à Belleville, l'un des hauts lieux de la résistance communarde, en 1881, appela à oublier les anciennes oppositions et à rassembler paysans et travailleurs urbains contre les monarchistes. Cette politique que la conjoncture semblait alors justifier, a été suivie par la gauche depuis un siècle : elle pose une énigme considérable, la plus surprenante peut-être.

Un autre phénomène intervint puissamment : la grande crise économique de 1873 à 1893, première crise de "mondialisation". Le développement de pays lointains (Etats-Unis sortis de la guerre de Sécession, Amérique du Sud, Nouvelle-Zélande) et les découvertes techniques (bateaux à vapeur, cales frigorifiques, ..) envahirent l'Europe de produits industriels et agricoles de bonne qualité à bas prix. Il est tout à fait intéressant d'observer les politiques opposées de la France et de l'Allemagne envers l'économie urbaine. A Berlin, le jeune empereur Guillaume II eut l'audace de chasser Bismarck, qui avait dominé l'Europe pendant vingt ans et de charger les nouveaux chanceliers (von Caprivi puis von Hohenlohe) de faire de l'Allemagne une nation industrielle, quitte à négliger l'agriculture. Cette politique engendra un immense exode rural et l'apparition de grandes agglomérations nouvelles dans la Ruhr. En vingt ans, l'Allemagne devint la seconde puissance industrielle du monde, avec un niveau de vie qui avait explosé.

Placée devant le même choix, la France ne pouvait hésiter. La majorité de centre droit, faite de notables ruraux, vota les lois Méline de 1892 qui mirent en place une protection de l'agriculture qui a duré jusqu'à nos jours. Léon Say objecta alors à Méline que ces lois renchériraient le coût de la vie dans les grandes villes et évalua leur effet à près de 4 milliards de francs-or par an (soit environ une vingtaine de milliards d'euros), pesant sur les ménages les plus démunis, un chiffre que Méline accepta. Les grandes villes commençaient à payer pour les campagnes : elles n'ont pas cessé.

Au début du XX^e siècle, on peut distinguer, un peu artificiellement, trois grands mouvements urbaphobes : les chrétiens qui s'affolaient devant l'affaissement de leur doctrine et en accusaient l'exode rural et le genre de vie urbain ; les nantis qui redoutaient les mouvements sociaux de telles masses pauvres ; les conservateurs qui reprochaient à la ville de détruire les traditions, de séparer les générations, de rompre l'attachement à la terre de France à laquelle Barrès attribuait une valeur sacrée. Bien sur, ces tendances se mêlaient et se renforçaient mutuellement. Tous tonnaient contre "la ville-mortifère" qui ne faisait pas d'enfant mais qui tuait les paysans sains venus de leur campagne.

La Grande guerre, malgré l'euphorie de la victoire, provoqua une crise morale extrêmement profonde : "Un frisson extraordinaire a couru la moelle de l'Europe.... L'oscillation du navire a été si forte que les lampes les mieux suspendues se sont à la fin renversées."³. L'un des principaux effets en fut le refus du Progrès et du Modernisme et en particulier de la grande ville qui en était le produit et le symbole. Au cours des années 1920-1930 se développa tout un mouvement de retour à la Nature, de redécouverte du folklore, de réhabilitation du paysan, d'exaltation de la campagne. L'urbaphobie fut particulièrement forte dans les mouvements fascistes : Mussolini, en 1927, tonnait contre la grande ville "mortifère", cependant que le géographe Godfried Feder, chargé par Hitler de préparer le programme du parti nazi⁴, annonçait la destruction des grandes villes et le retour à des centres qui ne devaient pas dépasser 20 000 habitants.

En France, Giono, Pourrat⁵, Pagnol dans ses films, multipliaient les critiques urbaphobes. *L'Action Française*, qui influençait une partie large et croissante de la population française, devenait de plus en plus violente et plus proche des mouvements fascistes. Elle condamnait aussi la grande ville et prônait une décentralisation qui confierait le pouvoir à une hiérarchie de hobereaux provinciaux appuyés sur les paysans. Ces mouvements étaient supportés par des chrétiens comme Gustave Thibon, un paysan autodidacte, Lucien Gachon, un géographe revenu à la foi et qui dirigeait une collection de manuels scolaires favorables à la vie des champs, Gaston Roupnel, autre géographe proche du père Teilhard de Chardin ou encore Henri Pourrat, un écrivain qui voyait dans le paysan l'être supérieur qui "allait achever l'oeuvre du Créateur" ; il tonnait "A bas la ville, à bas l'industrie" et admirait Walter Darré, ministre de l'agriculture de Hitler.

On note cependant avec intérêt un glissement des points de vue : au cours des années 1930, les critiques ne sont plus seulement chrétiennes mais deviennent de véritables réquisitoires contre le monde moderne, son économie, ses techniques, sa science, au nom d'une sorte de retour, au delà de Jésus, à un paganisme que l'on devine clairement dans les textes de Giono et même de Pourrat. C'est un aspect typiquement fasciste dans l'urbaphobie de l'entre-deux guerres, dont on peut se demander s'il ne ré-apparaît pas aujourd'hui sous des formes légèrement différentes.

La grande Crise de 1929-1931 avait fait croire à l'effondrement de la société moderne libérale. Elle eut des effets politiques et moraux d'autant plus profonds que les droites extrêmes tonnaient contre la "ploutocratie" urbaine cependant que les bolchéviques semblaient triompher dans leur condamnation du capitalisme. Alors apparut en France le *Planisme*, un mouvement pour soustraire l'économie aux mécanismes du marché et la planifier "rationnellement". Rassemblant des hauts fonctionnaires et des Polytechniciens las de la tutelle des députés et des partis, les *Planistes* voulaient diriger le pays sans entrave. Ils n'étaient pas nécessairement opposés à la grande ville, mais ils atteignirent le pouvoir grâce au coup d'état de juin 1940. Cela marqua sans doute la planification française jusqu'à nos jours.

L'Etat Français instauré par la Chambre des Députés du Front Populaire (hormis 80 membres arrêtés ou en fuite) confia le pouvoir à Pétain. Son gouvernement commença par être profondément rural, clérical et conservateur : *L'Action Française* triomphait. Mais le régime se durcit et les *Planistes* (Bouthillier par exemple) prirent la haute main. En outre, en

³ Valéry P (1919) *La crise de l'esprit, Oeuvres I*, Pléiade, p 988 sqq.

⁴ Feder G (1933) *Das Programm der NSDAP und seine weltanschaulichen Grundgedanken*, München.

⁵ Pourrat H (1940) *L'homme à la bêche*, Flammarion, Paris.

temps d'occupation et de disette, il fallait bien organiser la production et le partage des ressources. Les villes en furent les grandes victimes : les paysans, qui renaient les denrées et fournissaient à un Marché Noir extrêmement profitable, s'attirèrent de solides animosités.

A la Libération, le besoin d'une planification était évident : la Reconstruction dura jusqu'en 1952. Mais elle ne devait pas s'effectuer nécessairement contre les villes : ce fut un géographe, Jean-François Gravier⁶ qui, dans son *Paris et le Désert Français*, publié en 1947 puis en 1953, réunit une urbaphobie violente à une exaltation de la planification. Son ouvrage est peu sérieux et parfois franchement malhonnête, avec un choix partial des données utilisées, des raisonnements souvent faux, le truquage de certaines citations et une incroyable méconnaissance des rudiments de la sociologie comme de l'économie. Mais il avait du souffle, son titre était exagéré mais habile et surtout, il rencontra un écho étonnant dans l'opinion, qui montre clairement combien l'urbaphobie avait pénétré, après tant d'années de propagande, dans les esprits. Qu'un géographe ambitieux lançât un pamphlet d'extrême-droite peu sérieux n'aurait aucun intérêt si ce libelle n'était devenu depuis un demi-siècle la bible de l'aménagement en France. Son succès constitue l'une des nombreuses énigmes, la plus bizarre sans doute, que ce colloque devrait contribuer à éclairer.

Le personnage de Gravier éclaire sa position. Dès les années 1930, il collaborait au journal d'extrême-droite *Combat* de Thierry Maulnier et à *La Gerbe*, journal anti-sémite bien nommé, dirigé par Pierre Gaxotte, l'un des chefs de l'*Action Française*, que Gravier cite souvent, avec admiration. Pendant l'Occupation, Gravier fut l'un des rédacteurs réguliers du journal *Idées*, créé par le gouvernement de Pétain. Il donnait des conférences encore en 1943, aux cadres pétainistes, tout en oeuvrant⁷ à la *Fondation Alexis Carrel*, chargée de préparer une politique eugénique d'amélioration de la race⁸. Il franchit l'épuration sans dommage et trouva un emploi au Plan sous la IV^e République, illustrant à la fois la constance, la mansuétude et l'esprit de corps de la haute administration française.

L'ouvrage de Gravier a été pendant un demi-siècle accepté sans discussion et sans critique, ce qui approfondit l'énigme indiquée ci-dessus. Il a cependant été analysé et critiqué récemment, ce qui nous dispense d'amples développements⁹. Quelques points méritent qu'on s'y arrête : d'abord la violence de son urbaphobie. Il ne s'agit pas d'une discussion scientifique mais d'une véritable haine, exprimée avec passion et sans mesure, qui s'adresse d'abord à Paris, mais aussi aux autres grandes villes françaises : Lyon, Marseille, les villes de la Côte d'Azur ne sont pas mieux traitées. Second étonnement, la brutalité de la politique prônée par Gravier, surtout dans ses deux premières éditions, plus franches. Il ne recommande rien de moins que la déportation forcée (par confiscation de leurs logements et le déplacement de leurs emplois) de dizaines de milliers de citoyens vers des petites villes de campagne, le déménagement forcé de grandes entreprises et la surveillance tatillonne de toutes les activités urbaines. Il loue, au demeurant, la politique stalinienne en laquelle il voit un modèle. Il

⁶ Gravier J-F (1947) *Paris et le désert français*, Le Portulan, 421 p, préface de Raoul Dautry.

(1953) *Paris et le désert français*, Flammarion, 317 p.

(1972) *Paris et le désert français en 1972*, Flammarion, 280 p.

⁷ Drouard A (1992) *Une inconnue des Sciences Sociales : la fondation Alexis Carrel (1941-45)*, Editions de la MSH

⁸ Carrel A (1935) *L'Homme, cet inconnu*, Plon, 400 p.

⁹ Cf Provost I (1999) *Paris et le désert français : histoire d'un mythe*, Thèse de sociologie, Université d'Evry, 216 p ; Marchand B (2001) "La haine de la ville : *Paris et le désert français* de Jean-François Gravier", *L'Information Géographique*, vol 65, pp 234-253.

s'agissait probablement pour lui de faire oublier ses sympathies fascisantes sans changer de registre.

Le plus intéressant et qui mérite discussion, est la contradiction fondamentale, dans ses textes, entre le désir d'un Etat central fort et même brutal et celui de "décentraliser" en distribuant également population et activités sur le territoire. Cette contradiction fut précisément celle de l'Etat pétainiste qui tout en plaçant tous pouvoirs dans les mains d'un seul homme, prétendait développer les "territoires" et redonner la prééminence aux campagnes. Contradiction qui est restée la caractéristique de l'Aménagement du Territoire en France, où l'Etat a prétendu décentraliser en agissant seul, sans guère consulter les élus et en laissant de côté le secteur privé. Ce paradoxe est l'un des points les plus intéressants et les plus surprenants de notre sujet.

Suivies avec enthousiasme par les hauts fonctionnaires du Plan et par bien des provinciaux qui y voyaient l'occasion de subventions importantes, les propositions de Gravier ont fait école : des mesures spéciales furent prises contre Paris comme l'*agrément* et la *redevance*, non pas pour accroître la richesse nationale, mais pour en limiter au contraire la production, dans la région la plus productrice de France. Un thème important devrait consister à évaluer les effets de cette politique graviériste, un demi-siècle après. Essayons d'en résumer les principes de base. Gravier, comme tant de Français, est malthusien sur le plan économique. Persuadé que le nombre d'emplois est fixe, il veut, pour développer la province, les ôter des grandes villes. Toute sa politique est fondée sur le désir de distribuer "harmonieusement", de "façon équilibrée", les personnes et les activités sur le territoire. Nulle part ne sont définies, encore moins justifiées ces notions d'"équilibre" ou d'"harmonie" territoriales. Il semble que tout cela se ramène à distribuer également des points sur une carte... : encore une doctrine surprenante à préciser et à discuter.

Cela mérite d'autant plus discussion qu'apparaît ici une contradiction dramatique qui ne semble pas avoir attiré l'attention : puisque la population, à la fin du XX^e siècle, est fortement concentrée dans les villes, particulièrement dans une huitaine de grandes villes, planifier l'"égalité des territoires" revient à assurer du même coup l'inégalité des personnes et des ménages. Il est tout à fait étonnant, et c'est une énigme supplémentaire, que cette évidence soit passée ainsi inaperçue. Elle est pourtant considérable puisqu'elle a contribué à prélever de lourds impôts dans les villes qui grandissaient et avaient besoin d'équipement, afin d'entretenir des campagnes largement parasitaires. Ici encore, une évaluation de cette politique serait utile. L'urbaphobie amène ainsi à poser, comme en creux, la question de la politique agricole et des investissements ruraux de la France depuis un demi-siècle¹⁰, dans la mesure où les richesses ainsi distribuées provenaient principalement des grandes villes¹¹. Tout s'est passé comme si la France avait opposé depuis 1948, à une politique d'*équipement* qui consiste à investir pour satisfaire des besoins nouveaux, surtout dans les banlieues, une politique d'*aménagement* qui a consisté, par urbaphobie, à imposer un schéma idéologique ruraliste et, plus encore, anti-urbain. Le bilan de ce demi-siècle reste à faire.

On conçoit que la droite ait toujours soutenu, en général avec enthousiasme, ces politiques urbaphobes : elle avait toutes les raisons pour cela. On a montré que depuis plus d'un siècle, le système électoral français a été et est resté gravement déformé afin de donner

¹⁰ Augé-Laribé M (1950) *La politique agricole de la France de 1880 à 1940*, PUF ; Barral P (1968) *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, N° 164, 386 p.

¹¹ Davezies L (2004) "Les transferts publics et privés de revenus au secours du développement territorial", *L'état des régions*, La Découverte.

plus de pouvoir aux électeurs ruraux aux dépens des urbains¹², favorisant lourdement la droite au détriment de la gauche. Cette question est de taille et mérite aussi discussion¹³. Mais que faisaient la gauche française depuis un siècle ? A-t-elle, au contraire, été urbaphile ? On s'y attendrait puisqu'elle a toujours proclamé son attachement à la démocratie et à l'honnêteté des élections, à l'aide aux travailleurs et aux pauvres, particulièrement nombreux dans les villes et aussi par simple intérêt puisque le gros de ses électeurs se trouvait, depuis un siècle, dans les villes. Or, il semble bien que la gauche, depuis le fameux discours de Gambetta à Belleville (1881), n'ait pas fait grand chose pour protéger les grandes villes de l'urbaphobie dominante et qu'elle ait au contraire soutenu la planification anti-parisienne, peut-être par amour de la planification autoritaire. Quoi qu'il en soit, on se heurte ici à une énigme de taille qui mérite bien des études.

Où en est l'urbaphobie en 2007 ? Certes, les conditions ont changé profondément à chaque génération, mais on a vu que l'un des caractères les plus étonnants de l'urbaphobie était d'utiliser les mêmes arguments contre les mêmes cibles depuis au moins deux cents ans. On trouve cependant aujourd'hui des formes urbaines nouvelles avec l'extension considérable de leurs périphéries. L'occupation de territoires ruraux par des urbains, ce qu'on a appelé le "rurbain", a accompagné une croissance des populations périphériques qui forment aujourd'hui le gros des agglomérations : celle de Paris compte près de 11 millions d'habitants, alors que la ville même n'en a pas plus de 2 millions. Ce sont ces périphéries qui font aujourd'hui problème. Du coup, l'urbaphobie a changé quelque peu de cible. Il s'agit moins de critiquer Paris même ou Lyon : ce sont là des espaces riches, bien équipés, qui font figure de patrimoine national. En revanche, les banlieues aujourd'hui ne manquent pas de détracteurs. Ce sont elles qui effraient par leurs émeutes et par leur dénuement, comme, il y a un siècle, faisaient les grandes villes. La politique urbaphobe les laisse à l'abandon alors que c'est dans ces banlieues que logent les jeunes couples qui font des enfants, travaillent, payent des impôts qui sont envoyés pour subventionner une France rurale largement parasitaire. Pour s'en assurer, il suffit d'observer, au hasard, un journal télévisé français : les banlieues apparaissent toujours caractérisées par leurs débordements et leurs violences alors que chaque soir, à peu près sans exception, les deux chaînes principales s'attardent avec bienveillance sur la condition paysanne. Cependant, l'agriculture produit moins de 2 % de la richesse nationale, 5 % en ajoutant l'agro-alimentaire, alors que les services, principalement urbains, en produisent les trois-quarts et les industries, tout aussi urbaines, plus de 20 %.

L'urbaphobie a changé de forme : elle est fondée aujourd'hui sur le désir de quitter la grande ville, d'éviter les fortes densités, de se replier sur la campagne. Mais ce glissement vers la périphérie, outre les changements de culture qu'il entraîne, coûte très cher à la collectivité. Or, les *rurbains* refusent en général de payer ces coûts supplémentaires. Il y a là une question importante qui découle de l'urbaphobie et appelle d'importants débats.

Mais n'y a-t-il donc personne pour défendre la grande ville ? Il semble que depuis quelques années, des urbanistes indépendants ou bien travaillant au Ministère de l'Équipement, ont pris conscience du danger et commencent à souligner les avantages de la ville dense : ils montrent combien les déplacements y sont plus faciles, combien il est plus simple d'y lutter contre la pollution, comment la densité favorise le contact entre groupes différents et peut éviter la formation de ghettos, enfin quel milieu favorable aux technologies modernes elle constitue. Tout cela est facilement convaincant. On peut se demander

¹² Un paysan du Gers a ainsi deux fois plus de pouvoir qu'un Parisien ou un Lyonnais lorsqu'il élit son député. Et l'on connaît les inégalités effarantes de l'élection sénatoriale, qui ne produit qu'une assemblée rurale.

¹³ Balinski M (2004) *Le suffrage universel inachevé*, Débats, Belin, 335 p

cependant si ces rapports officiels solides et importants peuvent contrecarrer l'influence si puissante de médias fondamentalement urbaphobes : encore une question à discuter. Une première solution serait peut-être de rétablir en France la démocratie en veillant à ce que tous les électeurs aient le même poids : ce serait une véritable révolution, dont personne, au demeurant, ne parle.

Ainsi, l'urbaphobie apparaît comme une passion bien française, même si on la retrouve un peu partout dans le monde : on en donnera, dans ce colloque, des exemples impressionnants en Italie, en Allemagne, au Vénézuéla, dans les pays du tiers-monde. Puissante, lourde de conséquences, ayant déformé durablement la politique française, menée avec constance par tous les gouvernements qui se sont succédés depuis 150 ans comme si les énormes chocs subis par la nation n'y faisaient rien, l'hostilité envers la grande ville est un sujet non seulement passionnant mais rempli d'énigmes, de questions graves non résolues, qui souvent n'ont pas été étudiées ni même signalées. Espérons que ce colloque, le premier consacré au sujet, permettra d'y jeter quelque lumière et de susciter des recherches ultérieures.
